

NATIONS UNIES UN LIBRARY



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE



CONSEIL DE SÉCURITÉ

Distr.
GÉNÉRALE

A/34/621

S/13589

26 octobre 1979

FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/
FRANÇAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Trente-quatrième session
Points 61, 74, 84, 87 et 123 de l'ordre du jour
PROBLÈMES ALIMENTAIRES
ÉLIMINATION DE TOUTES LES FORMES D'INTOLÉRANCE
RELIGIEUSE
PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE
L'HOMME
AUTRES MÉTHODES ET MOYENS QUI S'OFFRENT DANS LE
CADRE DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES POUR
MIEUX ASSURER LA JOUISSANCE EFFECTIVE DES
DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES
LA SITUATION AU KAMPUCHEA

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Trente-quatrième année

Lettre datée du 26 octobre 1979, adressée au Secrétaire général
par le représentant permanent du Kampuchea démocratique auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, pour votre information, le document concernant les "Crimes des autorités de Hanoï contre le Kampuchea et contre l'humanité".

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 61, 74, 84, 87 et 123 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le représentant permanent du
Kampuchea démocratique,

(Signé) THOUNN Prasith

ANNEXE

CRIMES DES AUTORITES DE HANOI CONTRE LE KAMPUCHEA
ET CONTRE L'HUMANITE

Par leur agression caractérisée au Kampuchea, par leur politique de génocide appliquée de sang-froid à l'encontre du peuple du Kampuchea pour briser sa résistance contre l'invasion et l'annexion du Kampuchea, les autorités de Hanoi ont démasqué aux yeux du monde leur ambition d'hégémonie non seulement au Kampuchea et au Laos mais aussi à l'égard de l'Asie du Sud-Est tout entière.

Cet expansionnisme vietnamien n'est pas récent. Déjà, au 17^e siècle, les Vietnamiens descendus du Tonkin (l'actuel Nord-Viet Nam) ont annexé et complètement avalé le Royaume Islamique du Champa (le Centre-Viet Nam actuel) de sorte qu'il n'y a plus actuellement de citoyen Cham.

Après l'absorption du Champa, les expansionnistes vietnamiens sont descendus encore plus au Sud et, jusqu'à une date encore récente (1939), ils ont déjà annexé 65 000 Km² de territoire du Kampuchea formés par la région occidentale du fleuve Donai et le delta du Mékong, et qui constituent le Sud-Viet Nam actuel.

Poursuivant avec obstination leur visée expansionniste régionale, les autorités de Hanoi ont commis les crimes les plus ignobles d'une part contre le peuple du Kampuchea (crimes contre les droits nationaux et crimes de génocide), et d'autre part, contre l'humanité toute entière.

I. CRIMES CONTRE LES DROITS NATIONAUX
DU PEUPLE DU KAMPUCHEA

Depuis 1930, date de sa fondation, le Parti Communiste Vietnamien (appelé alors Parti Communiste Indochinois) s'est fixé pour objectif la constitution d'une "Fédération Indochinoise" formée du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea, et placée sous la domination du Viet Nam. Cette "Fédération Indochinoise" n'est qu'une étape pour l'absorption totale du Kampuchea et du Laos par le Viet Nam comme celui-ci l'a déjà fait vis-à-vis du Royaume Islamique du Champa et du peuple Cham. Elle doit également servir de tremplin pour l'expansion du Viet Nam dans toute la région du Sud-Est asiatique.

Tel est le sens caché du mot d'ordre officiel "solidarité spéciale, amitié spéciale Viet Nam-Lao-Kampuchea". Ce mot d'ordre s'est traduit à l'égard du Kampuchea, tout au long de ses années de lutte de libération nationale, par la politique de division et de subversion dans les affaires intérieures du Kampuchea. La soi-disant

"solidarité spéciale Viet Nam-Kampuchea" n'est en fait qu'une longue série de crimes et de trahisons commis par les autorités de Hanoi à l'encontre du peuple du Kampuchea.

L'objectif des expansionnistes vietnamiens était d'avaler le Kampuchea doucement sans éveiller l'attention internationale, comme ils ont réussi à le faire pour le Laos à travers le soi-disant "traité d'amitié et de coopération" signé le 18 Juillet 1977. Pour ce faire, ils ont infiltré successivement à partir de la première lutte de libération nationale du peuple du Kampuchea en 1947 de très nombreux agents au Kampuchea pour y mener des activités de sape, de sabotage et de subversion, des tentatives de coups d'Etat et d'assassinats des dirigeants du Kampuchea qui se sont montrés indépendants à leur égard. Avec obstination, ils ont mené toutes ces activités traîtresses sans répit, avant, pendant et après la guerre de libération nationale de 5 ans (1970-75).

Pendant cette guerre de 5 ans, les expansionnistes vietnamiens ont mis à profit les sanctuaires et les aides multiformes notamment en nourriture, voies de communications et hôpitaux que leur ont accordés le peuple et le gouvernement du Kampuchea pour s'efforcer de créer des conditions nécessaires en vue de s'emparer du pouvoir d'Etat dès le lendemain même de la libération du Kampuchea. Après avoir essuyé des échecs dans leurs tentatives de former des commandements mixtes Viet Nam-Kampuchea, en Mai 1970 dans l'armée et dans l'appareil d'Etat du Kampuchea, ils ont même été jusqu'à créer un pouvoir d'Etat et une armée parallèle à ceux du Kampuchea. Ils ont accaparé la quasi-totalité des aides militaires chinoises qui étaient destinées aux forces armées de libération du Kampuchea dans le but de les empêcher de livrer des combats par elles-mêmes.

Au cours des négociations de Paris avec les Etats-Unis d'Amérique, les autorités de Hanoi se sont arrogées le droit de décider de la destinée du Kampuchea à la place de son gouvernement légal et légitime. Ils ont montré ostensiblement à leurs interlocuteurs leur volonté d'aliéner l'indépendance et la neutralité du Kampuchea pour en faire leur satellite. Par les accords de Paris de 1973, ils ont voulu obliger le peuple du Kampuchea à abandonner sa lutte de libération nationale et remettre sa destinée entre leurs mains. Mais animé d'un patriotisme ardent et d'une volonté d'indépendance inébranlable, le peuple du Kampuchea a décidé de poursuivre seul le combat. Après avoir consenti d'immenses sacrifices, le peuple du Kampuchea recouvra le 17 Avril 1975 son indépendance et sa souveraineté nationales, son intégrité territoriale et son droit de décider lui-même de sa propre destinée.

Plus que tout autre, le Kampuchea n'aspire qu'à vivre en paix et entretenir des relations d'amitié et de coopération sur la base du respect réciproque de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de stricte égalité et des avantages mutuels avec tous les pays, y compris le Viet-Nam. Mais, contrairement à ces profondes aspirations, la République Socialiste du Viet Nam n'a cessé de fouler aux pieds les droits nationaux fondamentaux du peuple du Kampuchea.

Il est devenu un fait indéniable que les autorités de Hanoi n'auraient pas pu libérer le Sud-Viet Nam si elles n'avaient pas bénéficié des aides inappréciables que le Gouvernement et le peuple du Kampuchea leur avaient accordées: immenses sanctuaires, hôpitaux, voies de communications, moyens de transport, vivres pour plusieurs centaines de milliers de soldats vietnamiens. C'était du territoire du Kampuchea que partaient les attaques des Vietcongs.

Après la libération du Sud-Viet Nam, le Gouvernement du Kampuchea Démocratique a demandé au Gouvernement vietnamien de retirer toutes ses forces armées installées sur le territoire du Kampuchea dans les provinces de Ratanakiri et Mondulhiri durant la guerre de libération nationale, au plus tard fin Juin 1975. Les Vietnamiens ont refusé de le faire. Bien plus, les forces armées vietnamiennes ont attaqué les forces armées du Kampuchea dès le lendemain même du 17 Avril 1975. Elles ont lancé constamment le long des frontières des attaques contre les forces armées du Kampuchea: par exemple à Kaâm Samna, province de Kandal, les forces armées vietnamiennes ont débuté leurs attaques contre le Kampuchea le 18 Avril 1975. Fait plus grave encore: le Gouvernement vietnamien a commencé à envoyer ses ressortissants s'installer sur le territoire du Kampuchea, le long des frontières de l'Est. Dans certains endroits, les maisons vietnamiennes ont été construites en territoire du Kampuchea. Dans d'autres endroits, à Peam Chor, province de Prey Vèng par exemple, le Gouvernement vietnamien a fait installer ses nationaux en territoire du Kampuchea.

Ainsi le long des frontières, depuis la province de Ratanakiri jusqu'à la province de Kampot, les forces armées vietnamiennes se sont livrées sans cesse à des actes de provocation et de violation de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale du Kampuchea. En outre, le Gouvernement vietnamien a envoyé ses forces armées agresser les îles maritimes du Kampuchea, cherchant à s'emparer des îles Koh Ses, Koh Thmey et Koh Takiev situées dans le Golfe de Thaïlande. A la fin de Mai 1975, le monde entier a appris avec stupeur que les forces armées vietnamiennes navales et aériennes ont attaqué les îles Koh Way du Kampuchea et s'en sont emparées. Ainsi donc, le Gouvernement

vietnamien a toujours mené à l'égard du Kampuchea une politique d'hégémonie, dans le but de le dominer et de l'annexer par la force, dans le cadre d'une "Fédération Indochinoise", qui comprendrait, outre le Viet Nam et le Kampuchea, le Laos.

Le peuple du Kampuchea et son gouvernement se sont toujours opposés à cette hégémonie et à cet expansionnisme régionaux vietnamiens. Mais animés de la ferme volonté de sauvegarder l'amitié, la paix et la coopération entre les deux pays et les deux peuples, les plus hauts responsables du Kampuchea se sont rendus à Hanoi en Juin 1975 pour négocier la conclusion d'un "traité d'amitié et de non-agression" entre le Kampuchea et le Viet Nam, traité basé sur le respect mutuel de l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et des avantages réciproques. Un tel traité, s'il avait été accepté par la partie vietnamienne, aurait permis aujourd'hui aux peuples du Kampuchea et du Viet Nam comme à tous les peuples de la région de connaître la paix, la sécurité et le progrès et de vivre ensemble dans l'amitié.

Les autorités de Hanoi, aveuglées par leur ambition d'hégémonie au Kampuchea, au Laos et dans le Sud-Est asiatique, ne pouvaient guère laisser le peuple du Kampuchea vivre dans l'indépendance, la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale de son pays. Bien au contraire, elles se sont employées à annexer le Kampuchea par tous les moyens. Car sans le Kampuchea, elles ne pourraient pas constituer la "Fédération Indochinoise" qui leur servirait de tremplin pour leur visée expansionniste en Asie du Sud-Est.

Les agents de la 5ème colonne vietnamienne au Kampuchea arrêtés par la suite ont révélé que l'objectif essentiel des autorités de Hanoi était, par des pressions et provocations le long des frontières :

- d'empêcher le Gouvernement du Kampuchea d'organiser et de consolider le pouvoir étatique et administratif indispensable à la défense du pays;

- de soutenir l'action des agents de la 5ème colonne vietnamienne au Kampuchea qui cherchaient à créer des conditions favorables pour déstabiliser le Gouvernement du Kampuchea Démocratique et permettre aux autorités de Hanoi de s'emparer de l'intérieur du pouvoir au Kampuchea et d'installer une administration fantoche à leur solde.

/...

Au cours de cette période, le Gouvernement du Kampuchea Démocratique devait faire face à la fois aux actes de subversion, de sabotage, aux tentatives d'attentats contre les responsables du Kampuchea, aux tentatives de coups d'Etat menées par les agents de la 5ème colonne vietnamienne et aux pressions et violations des frontières menées par l'armée vietnamienne.

Ce plan ayant échoué, les autorités de Hanoi en sont arrivées à mettre en exécution leur agression ouverte contre le Kampuchea, à la fin de 1977 d'abord, puis en Décembre 1978.

A la fin de 1977, Hanoi a lancé 14 divisions pour envahir le Kampuchea, tout au long de la frontière de l'Est, de Ratanakiri à Kampot. Les pointes d'attaque des forces armées vietnamiennes partaient sur les routes nationales n°22 et 7 et visaient à s'emparer de tout le territoire du Kampuchea situé à l'Est du fleuve Mékong. Une autre pointe d'attaque visait à contrôler la route nationale n°1, à s'emparer de la cité de Svay Rieng, celle de Neak Luong. Dans le Sud-Est, les forces armées vietnamiennes voulaient s'emparer de la cité de Takeo. Les autorités de Hanoi pensaient que si elles réussissaient à s'emparer sans coup férir du Kampuchea, suivant leur stratégie "attaque-éclair, victoire-éclair", le monde entier ne réagirait pas et on penserait dès lors qu'il s'agissait d'une affaire intérieure du Kampuchea. Le régime fantoche qu'elles auraient installé à Phnom Penh ferait régner la "paix" vietnamienne au Kampuchea.

Mais la défaite militaire vietnamienne du 6 Janvier 1978, a obligé les autorités de Hanoi à réviser leur plan en vue de lancer la grande offensive du 25 Décembre 1978.

Les quelques témoignages ci-après illustrent cette politique d'hégémonie vietnamienne au Kampuchea.

1- Témoignage de Sâm Kim, 39 ans, sous-lieutenant, agent de renseignement vietnamien (habitant à Mien Luong, commune de Vit Xoi, district de Vit Xoi, province de Kien Giang, Sud-Viet Nam), arrêté le 14 février 1978 sur l'île Koh Fring appartenant au Kampuchea. Il a révélé que le chef du port de Kien Giang lui a bien précisé ce qui suit: "Le Viet Nam et le Kampuchea nourrissent l'un pour l'autre une vieille rancune. Nous saisissons l'occasion pour attaquer le Kampuchea et nous en emparer. Le Kampuchea n'ose pas se battre contre nous car nous sommes un pays puissant et nous sommes l'aîné. Nous nous emparerons du Kampuchea à la fin de 1978 et à partir de l'année 1979, nous le contrôlerons. Nous enverrons des experts et des techniciens en prospection pour découvrir des matières premières, notamment du minerai de fer, de l'or et des pierres précieuses. Quand nous aurons trouvé ces matières premières, nous

/...

les transporterons dans notre pays, ce qui lui permettra de devenir prospère et plus puissant. Le plus, nous donnerons toutes les plantations d'hévéas et toutes les rizières et les champs à des Vietnamiens qui les exploiteront. Au Kampuchea, les terres sont très fertiles, il y a beaucoup de rizières et de forêts et il n'y a pas de pénurie ni de famine comme dans notre pays actuellement. Quand nous vaincrons, nous enverrons notre population s'y installer. Quant au peuple du Kampuchea, nous l'exterminerons jusqu'au dernier. Le territoire du Kampuchea deviendra le territoire du Viet Nam. A ce moment-là, notre pays deviendra une grande puissance prospère et personne n'osera combattre contre nous. Nous devons nous emparer du Kampuchea à tout prix à la fin de cette année 1978. Nous ferons disparaître le Kampuchea comme le Champa."

2- Témoignage de Tran Van Thuong, commandant, chef-adjoint de l'Eta-Major de la 9ème Division (commandée par le colonel Chin Phuoc), 34 ans, né à Ninh Binh (Nord-Viet Nam), membre du Parti Communiste Vietnamien depuis 1963 et arrêté le 18 Janvier 1978 dans les eaux territoriales du Kampuchea.

Le commandant Tran Van Thuong a révélé qu'au mois de Juillet 1972, il a suivi des cours politiques à l'école politique et militaire du Comité Central du Parti Communiste Vietnamien à Hanoi. Son instructeur, le colonel Thoi lui a enseigné que:

"Le Laos, le Kampuchea et le Viet Nam sont des pays frères dans une seule "Fédération Indochinoise". Aussi, devons-nous sauvegarder et défendre cette Fédération et la rendre forte. Le Viet Nam est un pays puissant et il est le pays communiste qui vient après l'URSS. Il est donc une grande puissance en Asie du Sud-Est, notamment en Indochine. Il est le solide appui et le fondement de la "Fédération Indochinoise". Il est le chef du Parti Communiste Indochinois. Après la guerre d'Indochine, nous serons le frère aîné de l'Indochine. Pour cette raison, nous devons préserver nos prérogatives de chef du Parti Communiste Indochinois. En tant que frère aîné, nous devons assurer la défense et assumer la responsabilité de la destinée de la révolution indochinoise. En même temps, nous devons prendre les petits frères en charge. Nous ne devons pas les laisser agir à leur gré. Ils doivent nous obéir...

"Au moment où la révolution indochinoise triomphera définitivement, nous, Vietnamiens, nous devons prêter une attention particulière au Kampuchea parce que le Kampuchea est en désaccord avec nous...

"Chaque cadre doit bien connaître sa tâche et assumer ses responsabilités devant le Parti. Il doit préserver la ligne politique du Parti en tant que leader de l'Indochine. Nous avons la tâche de former et d'éduquer les cadres et d'édifier

les forces armées pour les trois pays. Nous devons avoir partout, dans les trois pays de la Fédération, des cadres vietnamiens dans les domaines militaire, politique et économique. Nous devons former nos cadres depuis la base jusqu'au sommet afin de pouvoir exercer partout notre direction. Les études et l'éducation sont destinées principalement à former des cadres fédéraux."

Sur les actes d'agression contre le Kampuchea, il a déclaré:

"Au mois de Juin 1975, le 19^e régiment de la 9^e division a reçu l'ordre de cantonner dans le district de Moc Hoa et le 18^e régiment dans la province de An Giang sur le mont Phnom Xam. A cette époque, mon unité a agressé et attaqué le Kampuchea à deux reprises.

"La première fois, mon unité a pénétré dans la province de Takeo (Kampuchea) à 7 kilomètres de profondeur. Face à la contre-attaque à l'artillerie lourde de l'armée du Kampuchea, nous avons été contraints de nous retirer.

"La deuxième fois, mon unité a pénétré de nouveau dans la province de Takeo (Kampuchea) à une profondeur de 9 kilomètres. L'armée du Kampuchea a contre-attaqué plus puissamment que la première fois à l'artillerie lourde. Nous avons été contraints de nous retirer."

"Au mois d'Août 1975, mon régiment a été remplacé par la division "Trois étoiles jaunes". Mon unité a reçu de nouveaux effectifs.

"Au mois de Février 1976, mon unité a été envoyée en renfort à la 7^e division à Hatien.

"Du mois de Février au mois de Juin 1976, mon unité, commandée par le colonel Phat, a attaqué et envahi encore à 2 reprises le Kampuchea.

"La première fois, elle a pénétré jusqu'à 10 kilomètres en direction de la ville de Takeo. Mais l'armée du Kampuchea a contre-attaqué violemment à l'infanterie et à l'artillerie lourde et nous a contraints à nous replier.

"La deuxième fois, mon unité a pénétré dans la province de Takeo à 12 kilomètres de profondeur, mais nous avons été attaqués violemment à l'infanterie et à l'artillerie lourde par l'armée du Kampuchea qui nous a contraints de nous retirer."

"Au mois d'Août 1976, mon unité a effectué une percée de 14 kilomètres dans la province de Takeo. Nous avons eu à faire face à une puissante contre-attaque."

"Au mois de Février 1977, mon unité est retourné à Hatien .

/...

"Au mois d'Août 1977, notre pointe d'attaque était toujours dirigée contre la province de Takeo. Si nous parvenions à nous en emparer, nous devions y créer une base de sécurité. Mon unité a agressé et envahi le Kampuchea encore deux fois.

"La première fois, elle a pénétré à 14 kilomètres de profondeur dans la province de Takeo. L'armée du Kampuchea a contre-attaqué à l'artillerie lourde.

"La deuxième fois, nous avons réussi une nouvelle percée de 14 kilomètres. Mais la contre-attaque de l'armée du Kampuchea a été d'une puissance sans précédent. Mon unité a été contrainte de se retirer... Les combats ont duré 12 jours."

"Au mois de Décembre 1977, mon unité a participé aux combats de Hatien. Elle a pénétré dans le territoire du Kampuchea à 8 kilomètres de profondeur."

"Le 16 Décembre 1977, mon unité, le 18e régiment de la 9e division, s'est installé à l'île de Phu Quoc. Au mois de Janvier 1978, le colonel Vinh m'a mis au courant du plan du Comité Central de notre Parti d'attaquer et de s'emparer de la province de Takeo. Il a précisé que nous nous emparerions de la province de Takeo tout entière au milieu de Mars 1978. Notre Parti a confié le commandement sur ce front au général Can qui a acquis beaucoup d'expériences sur de nombreux fronts. D'après ce plan, nous devions installer au fur et à mesure sur les terres conquises de la province de Takeo un nouveau pouvoir d'Etat au niveau des villages, communes et districts et enfin à l'échelon provincial. Dans la mise en place de ce pouvoir d'Etat, nous devions confier les fonctions importantes à nos compatriotes venant de Hanoi, les fonctions secondaires devant être attribuées à des nationaux du Kampuchea qui ont vécu et travaillé avec nous et qui sont proches du Vietnam."

"Avant mon arrestation, j'ai vu qu'on amenait des habitants du Nord Viet Nam au Sud, dans les provinces de An Giang et Hatien. Plus de 100 000 personnes sont déjà arrivées à Hatien et campaient le long de la route Hatien-Kien Luong à 7 kilomètres de cette route. Ces 100 000 personnes s'ajoutent aux 900 000 autres qui devaient venir, se préparaient à entrer et s'installer dans la province de Takeo pour y déterminer le pouvoir. Cette population devait en constituer le noyau parce qu'elle est composée d'anciens combattants et de familles de combattants invalides ou tués."

"Le colonel Vinh a ajouté qu'après nous être emparés de la province de Takeo, nous devions la transformer en une région militaire solide servant à attaquer les autres provinces du Kampuchea et à s'en emparer. Nous devions également nous emparer des îles du Kampuchea. C'est pourquoi Vinh m'a confié la tâche

d'aller observer la situation dans les eaux territoriales du Kampuchea. Il a ajouté que nous devons faire très attention afin de préserver l'avenir qui nous ferait bénéficier des fruits de la conquête du Kampuchea. D'après ce plan, nous devons d'abord nous emparer des îles du Kampuchea situées près de l'île Phu Quoc, puis les autres îles. En même temps, nous devons aussi attaquer le continent.

"Peu de temps après, la 2e section de renseignements commandée par le sous-lieutenant Bay est partie en reconnaissance dans les eaux territoriales du Kampuchea et a envoyé des rapports tous les jours au colonel Vinh, chef du 18e régiment. Vinh m'a alors ordonné d'aller examiner la situation dans les eaux territoriales du Kampuchea. Du 2 au 15 Janvier 1978, j'ai effectué deux sorties.

"La première fois, Huan, Huong et moi, nous avons pris un bateau portant l'immatriculation VT 1320 en direction des eaux territoriales du Kampuchea. Nous y avons pénétré de 5 kilomètres. Nous avons jeté l'ancre et nous avons pris une petite barque pour aller sur l'île du Kampuchea la plus proche de Phu Quoc. Après avoir observé la situation sur l'île, je suis retourné sur mon bateau et j'ai regagné l'île Phu Quoc.

"La deuxième fois, j'ai fait le même voyage que la première fois, mais je suis allé observer cette fois-ci le littoral du Kampuchea. J'ai longé la côte sur environ 20 kilomètres et après avoir bien examiné la situation, je suis retourné dans mon unité à Phu Quoc et j'ai fait mon rapport au colonel Vinh."

"Le 17 Janvier 1978, le colonel Vinh m'a fait savoir qu'il y avait 3 ou 4 barques qui faisaient des allées et venues quotidiennes dans les eaux territoriales du Kampuchea à 15 kilomètres environ à l'Ouest de Phu Quoc. Il a donné l'ordre à mon groupe composé de trois hommes d'aller examiner la situation sur place.

"Le 18 Janvier 1978, Huan, Huong et moi, nous nous sommes déguisés en pêcheurs et nous sommes partis en direction des eaux territoriales du Kampuchea à l'endroit indiqué par Vinh. Nous nous sommes faits pêcheurs pendant toute la matinée mais nous n'avons constaté aucun mouvement de barque ni de bateau. J'ai alors donné l'ordre de regagner Phu Quoc. Soudain, vers midi, une vedette du Kampuchea fonça vers nous et nous captura à l'endroit où nous observions la situation, dans les eaux territoriales du Kampuchea."

3- Témoignage de Tran Van Tu dit Nho, lieutenant, chef-adjoint d'une compagnie de reconnaissance vietnamienne:

/...

"Je me nomme Tran Van Tu dit Nho, 22 ans, né au village de Khanh Hoa, commune de Tan Khanh Dong, district de Lap Do, province de Dong Thap.

- Nom du père: Tran Van Xuong;
- Nom de la mère: Nguyen Thi Vy;
- Date d'entrée dans la révolution: 17 Septembre 1973;
- Date d'adhésion à l'Union de la jeunesse communiste Ho Chi Minh: 11 Septembre 1975;
- Date d'adhésion au Parti Communiste du Viet Nam : 9 décembre 1977;
- Ayant servi dans la 3e compagnie du 5e bataillon du 320e régiment, 1ère division;
- Grade: Lieutenant
- Fonction: chef adjoint de la 3e compagnie de reconnaissance du 5e bataillon;
- Capturé le 24 Décembre 1977 à 12 kilomètres à l'intérieur du territoire du Kampuchea.

Mes activités avant mon entrée au Kampuchea:

Mon unité était cantonnée à la frontière Viet Nam-Kampuchea depuis le 25 Septembre 1977. A l'école, on m'a appris beaucoup de choses. On m'a notamment enseigné qu'il faut:

- 1- attaquer le Kampuchea pour en avoir le contrôle,
- 2- attaquer le Kampuchea pour l'obliger à entrer dans la "Fédération Indochinoise" placée sous la domination du Viet Nam,
- 3- s'emparer du riz, du bétail, de la volaille, des porcs et d'autres objets du Kampuchea, pour les envoyer au Viet Nam qui actuellement souffre de la famine,
- 4- garder les secrets ci-dessus mentionnés qui sont des secrets d'Etat,
- 5- garder également les secrets militaires, notamment en ce qui concerne les positions militaires, les unités de l'armée, les armes et les munitions,
- 6- en cas d'arrestation, garder les secrets sur sa propre identité et sa propre biographie, et ne faire aucun aveu.

Le 18 Décembre 1977, alors que j'étais à l'école Duong Hoa, 5 camions nous ont transportés vers Sadec, et après avoir emprunté la route de Cao Lanh, nous sommes arrivés à Hong Ngu. 3 camions ont continué leur route, les 2 autres se sont arrêtés avant d'arriver à Hong Ngu. Nous avons descendu la rivière Hong Ngu en bateau, traversé la ville de Hong Ngu et emprunté la rivière Prek Krom ou Song Ha qui est la rivière frontalière.

Après mon arrivée à la frontière, j'ai vu le régiment n° 320, unité dont je faisais partie. Cette unité était cantonnée sur 10 kilomètres le long de la rivière Prek Krom. Le 1er bataillon était cantonné à l'extérieur: c'était un

bataillon d'artillerie lourde. Quant au 5e bataillon, il était cantonné à 2 kilomètres du 1er bataillon. C'était un bataillon des forces régionales. Plus loin, à 2 kilomètres du 5e bataillon était cantonné le 2e bataillon, un bataillon des forces régulières. Le 3e bataillon, cantonné à 2 kilomètres du 2e bataillon, était également un bataillon des forces régulières. A 2 kilomètres du 3e bataillon était cantonné le 4e bataillon qui était une unité de reconnaissance de la 1ère division des forces régulières.

Dès mon arrivée dans mon unité, j'ai constaté que les troupes étaient déjà prêtes pour le combat. Chaque bataillon comprenait au minimum 150 hommes, commandés par 20 cadres nord-vietnamiens assistés de 4 ou 5 Soviétiques. En général, dans chaque régiment, on comptait environ 20 Soviétiques au commandement. Ces Soviétiques ont changé leur noms contre des noms vietnamiens. Quant aux armes, elles étaient également prêtes. Il y avait 2 canons de 105mm, des mortiers de 81mm et de 60mm, des B-40, des B-41, des M79, des mitrailleuses lourdes, des mitrailleuses de moyen calibre, des fusils automatiques AK, des fusils semi-automatiques CKC, des vivres comme le riz séché et des bidons d'eau.

Après que les différentes unités furent prêtes au combat, M. Duc a convoqué 10 d'entre nous, dont moi-même, à une réunion au cours de laquelle il m'a confié la tâche de prendre contact avec un dénommé Hung dans un village situé au Kampuchea pour obtenir des renseignements sur les effectifs de l'armée du Kampuchea, le nombre des habitants des villages, pour voir si les patrouilles étaient bien assurées, si les tranchées étaient bien faites, si la topographie était favorable ou non à nos attaques. J'ai reçu également la mission de voir si la volaille, le riz et les autres produits du Kampuchea étaient abondants ou non. Après avoir recueilli tous ces renseignements, je devais les lui rapporter. Il enverrait alors l'armée attaquer le Kampuchea et s'emparer de tous ces produits.

Par la suite, M. Duc nous a chargés, Tran Quang Tuan, Von Cong Luc et moi-même, d'une nouvelle mission.

A 9 heures du matin, notre groupe a traversé la rivière frontalière, puis nous avons traversé une plaine dont les herbes arrivaient à la hauteur du genou et un kilomètre plus loin, nous sommes arrivés à une forêt de roseaux traversée par une piste. Après 2 kilomètres de marche à travers cette forêt, notre groupe est arrivé à une plaine et après un kilomètre de marche, nous sommes arrivés à un canal. A ce moment-là, j'ai rencontré un homme. Je lui ai demandé:

/...

Vous vous appelez Hung, n'est-ce pas? Il a répondu par l'affirmative. J'ai ajouté:

Je suis l'homme de Duc. Comme Duc a déjà convenu avec vous, je viens vous rencontrer pour examiner ensemble la situation.

Hung a alors répondu: si vous êtes l'homme de Duc, venez me voir cette nuit à 11 heures dans cette forêt de roseaux. Je vous ferai des signaux avec ma torche électrique.

Peu après, nous sommes retournés dans notre unité. Le soir, conformément aux engagements pris avec Hung le matin, mon groupe et celui de Phuong, nous sommes partis une nouvelle fois.

Le groupe du lieutenant Phuong comprenait 7 hommes: Nguyen Thanh Phuong, lieutenant, chef de compagnie, dirigeait lui-même ce groupe aux fins de reconnaissance; Vo Van Nhon; Tran Quang Luan; Nguyen Van Ton; Vo Van Ngon; Ngo Van Be Em et Ngo Van Loy.

Après avoir traversé la rivière, Phuong nous a répartis en deux groupes. Il conduisit son groupe vers la gauche. Moi, je conduisis le mien vers la droite.

Conformément aux engagements pris le matin avec lui, j'ai rencontré Hung à 11 heures du soir à l'endroit convenu. Au cours de cette rencontre, Hung avait avec lui 4 autres hommes. Il conduisit mon groupe pour examiner la situation d'un village. Je constatai que ce village était facile à attaquer car il n'avait pas beaucoup d'habitants. Il se trouvait à 10 kilomètres à l'intérieur du territoire du Kampuchea.

Ensuite, Hung m'a conduit voir la situation d'un second village situé à 2 kilomètres du premier. Dans ce village, j'ai constaté que la population était très nombreuse et que la topographie n'était guère favorable à l'attaque. Nous ne pouvions donc pas encore l'attaquer.

Il était à ce moment-là 2 heures du matin. Mon groupe est rentré à son unité vers l'aube.

J'ai fait le rapport à M. Duc : on peut attaquer le premier village car la population est peu nombreuse. Quant au second village, la population est nombreuse et la topographie n'est pas favorable à l'attaque. Aussi, on ne peut pas encore l'attaquer.

M. Duc avait déjà mis en place les forces pour attaquer cette nuit même. Il a chargé mon groupe d'aller examiner de nouveau la situation.

Le 24 Décembre 1977, à 2 heures de l'après-midi, mon groupe, composé de trois hommes, est parti en reconnaissance

pour ouvrir la voie à l'attaque lancée par l'armée. A 6 heures, nous sommes arrivés à la plaine où il y a le canal, lieu de rendez-vous précédent. Nous sommes tombés dans une embuscade tendue par l'armée du Kampuchea... et mon groupe a été ainsi capturé."

Ces quelques témoignages parmi tant d'autres prouvent à l'évidence la politique expansionniste du Viet Nam au Kampuchea et en Asie du Sud-Est, et en même temps les agressions auxquelles se sont livrées les forces armées vietnamiennes contre l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Kampuchea afin de déstabiliser son gouvernement et d'annexer le Kampuchea.

La retentissante défaite militaire du 6 Janvier 1978 et l'échec non moins retentissant de la tentative du coup d'Etat de Mai 1978 ont obligé les autorités de Hanoi à monter une nouvelle agression d'une plus grande envergure que celle de 1977.

A cet égard, Roland-Pierre Paringaux, correspondant en Asie du Sud-Est du journal Le Monde, a pu écrire sous les titres "Comment s'est amorcé le conflit entre le Viet Nam et le Cambodge" et "Hanoi préparait le renversement du régime Khmer rouge depuis Février 1978", ce qui suit:

"Des précisions ont été récemment apportées sur le déroulement de la crise entre Phnom Penh et Hanoi. Ainsi, c'est au mois de Juillet 1978 que le Comité Central du Parti Communiste du Viet Nam s'est résolu à lancer une offensive militaire généralisée contre le Kampuchea Démocratique au retour de la saison sèche. Cette décision a été motivée par l'échec d'une politique de déstabilisation de l'équipe de MM. Pol Pot et Ieng Sary, qui avait aussi fait l'objet d'une réunion du Comité Central du P.C. vietnamien en février de la même année, deux mois après la révélation publique du conflit entre Hanoi et Phnom Penh et deux semaines après la proposition vietnamienne d'un plan de règlement négocié.

"Au cours de cette session, les dirigeants vietnamiens avaient décidé d'apporter leur soutien à un coup d'Etat organisé par les tenants, au sein de l'appareil khmer rouge, d'une politique de solidarité avec le Viet Nam. Le coup d'Etat devait permettre la "libération" des régions cambodgiennes situées à l'Est du Mékong... Le complot fut dénoncé par M. Ieng Sary. Le Ministre des Affaires Etrangères affirma que le coup avait été préparé par six membres et assistants du Comité Central du P.C. vietnamien en collaboration avec des agents infiltrés et organisés de longue date par Hanoi".

/...

"C'est immédiatement après cet échec que la radio de Hanoi, pour la première fois depuis décembre 1977, commence à révéler l'existence d'un mouvement de résistance intérieure dans les régions de l'Est cambodgien et à prêter ses antennes aux appels à un soulèvement général contre les Khmers rouges. Parallèlement, les Vietnamiens entraînaient chez eux des réfugiés khmers destinés à former l'ossature administrative et militaire du régime mis en place en janvier 1979 à Phnom Penh." (Le Monde du 10 Avril 1979).

Citons enfin un autre témoignage de première main, publié par "Le Monde" du 23 Mars 1979. Selon M. Hoang Tung, rédacteur en chef du quotidien du peuple du Viet Nam, Nhan Dan, la question de renverser "le régime des Khmers rouges de M. Pol Pot avait été discutée en 1970", soit 5 ans avant la libération du Kampuchea en 1975.

Ces témoignages des correspondants du journal Le Monde et les aveux précités confirment:

1- La politique d'ingérence dans les affaires intérieures du Kampuchea des autorités de Hanoi et la politique d'agression caractérisée de ces mêmes autorités contre le Kampuchea Démocratique dont l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale sont cyniquement foulées aux pieds par les autorités de Hanoi.

2- L'existence et les activités criminelles de la 5ème colonne vietnamienne au Kampuchea et dont la mission est de renverser le gouvernement légal et légitime du peuple du Kampuchea par la subversion, les sabotages, les tentatives d'assassinats et les coups d'Etat.

3- Le non-fondé de la propagande mensongère de Hanoi qui, pour arriver à ses fins expansionnistes au Kampuchea, a allégué hypocritement qu'il y avait un "soulèvement populaire" au Kampuchea et qu'il est intervenu au Kampuchea par "devoir internationaliste", alors que cette intervention armée de 200 000 soldats vietnamiens constitue, aux yeux de toute la communauté internationale, une violation des plus graves et des plus délibérées des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies et des principes de non-alignement.

/...

Mais les crimes du Viet Nam ne s'arrêtent pas là. Aujourd'hui, ce sont les crimes de génocide que les autorités de Hanoi sont en train de mener au Kampuchea pour exterminer la race et la civilisation du Kampuchea qui sont les plus graves et plus barbares encore. Ils relèvent des crimes contre l'Humanité tout entière.

II. CRIMES DE GENOCIDE CONTRE LE PEUPLE DU KAMPUCHEA

Le bilan tragique de cette politique de génocide des autorités de Hanoi au Kampuchea s'est révélé à ce jour d'une ampleur sans précédent dans l'histoire de l'Humanité.

Tous les peuples, tous les pays, toutes les organisations internationales et toutes les personnalités épris de paix, de justice et d'humanisme dans le monde en sont profondément frappés, bouleversés et préoccupés.

Pour briser la volonté d'indépendance du peuple du Kampuchea, sa résistance héroïque contre leur invasion et leur occupation, les expansionnistes vietnamiens ont recours à la politique de génocide de tout un peuple par leurs forces armées de plus de 200 000 hommes qui appliquent au Kampuchea le mot d'ordre "tout brûler, tout détruire, tout exterminer". Parallèlement à cette politique barbare, criminelle et ignoble, le gouvernement vietnamien a délibérément utilisé "la famine" comme arme pour anéantir ce peuple, pour arriver à ses fins sinistres et sortir de cette guerre dans laquelle plus de 200 000 soldats dotés d'un armement des plus modernes se sont enlisés.

A cet égard, The Washington Post du 12 Octobre 1979 a écrit dans son éditorial intitulé "Viet Nam : Genocide" ce qui suit :

"Ayant pratiqué une politique de génocide vis-à-vis d'un groupe ethnique, le Viet Nam l'a rapidement appliquée à un autre". Dans le cadre de sa volonté manifeste de dominer l'ensemble de la péninsule indochinoise, Hanoi a placé des centaines de milliers et peut-être même des millions de Cambodgiens dans une situation où ils sont menacés de mourir de faim. Ces gens ont été chassés de leurs habitations et de leurs champs et refoulés dans un no man's land désertique où tous les combattants de la guerre qui continue au Cambodge, mais particulièrement les Vietnamiens, utilisent des tactiques de destruction des récoltes pour imposer leur contrôle politique...

Il semble qu'il entre dans le plan des autorités de Hanoi d'utiliser ce qu'elles appellent 'la pénurie alimentaire' pour résoudre ce qui constitue de leur point de vue expansionniste un réel problème au Cambodge, à savoir la présence des Cambodgiens. Il apparaît presque que le génocide, loin d'être une simple conséquence d'une décision politique, constitue lui-même la décision. Il ne semble pas que le Viet Nam souhaite que les Cambodgiens soient épargnés par la famine, même dans les parties du Cambodge qu'il contrôle."

Au cours de ces 10 mois de guerre d'agression, les autorités de Hanoi se sont rendus coupables des crimes les plus monstrueux ci-après:

- Plus de 500.000 Kampuchéens, parmi la population civile, hommes, femmes, enfants et vieillards, ont été massacrés par l'armée vietnamienne;

- Plus de 500.000 autres ont péri de faim, surtout des femmes, enfants et vieillards;

- Plusieurs centaines de milliers ont été chassés de leurs terres et foyers et sont devenus de misérables réfugiés en Thaïlande.

En fait, toute la population du Kampuchea de plus de 7 millions a été victime de cette guerre la plus cruelle, la plus barbare qu'ait connue l'histoire de l'humanité.

Le Président du Présidium de l'Etat du Kampuchea Démocratique, Khieu Samphân, dans un message du 23 Juin 1979 au Secrétaire Général de l'ONU, parlant du seul problème des réfugiés du Kampuchea, a attiré son attention en ces termes:

"Ce problème est né de la guerre d'agression menée par les autorités de Hanoi, qui sèment dévastation et ruines au Kampuchea et soumettent le peuple du Kampuchea à un véritable génocide. Cette guerre apporte de nombreuses difficultés au gouvernement thaï en même temps qu'elle représente une grave menace à la défense, à la sécurité, à l'économie et à la société tout entière de la Thaïlande.

"En dépit des difficultés inouïes résultant de la guerre d'agression barbare des autorités de Hanoi, le Gouvernement du Kampuchea Démocratique a joint ses efforts à ceux du Gouvernement thaï pour apporter au fur et à mesure des solutions à ce problème. Il a, à cet effet, repris en charge tous ces réfugiés du Kampuchea, les laissant rentrer au pays par dizaines de milliers à chaque phase, apportant au fur et à mesure des solutions à leurs conditions de vie et de travail. Cependant, tous nos efforts successifs visant à résoudre définitivement le problème des réfugiés du Kampuchea n'ont pas pu aboutir car ils sont remis à chaque fois en question par les attaques et les opérations de ratissage que les troupes vietnamiennes d'agression ne cessent de lancer contre les populations civiles. Pour échapper au massacre, ces dernières se voient obligées de se réfugier temporairement de nouveau en Thaïlande.

"Le sort de tous ces réfugiés est particulièrement dramatique. Il l'est encore plus que celui des autres réfugiés. En effet, toutes ces populations innocentes sont les victimes directes de la guerre de dévastation et du génocide perpétrés par les Vietnamiens agresseurs. Partout où ils passent, ces derniers se livrent aux massacres et au banditisme, détruisant et pillant tout - récolte, riz, bétail et habitations. Ceux des réfugiés qui ont pu échapper une première fois au massacre doivent à nouveau fuir devant les troupes vietnamiennes, et cela à plusieurs reprises, sans avoir connu de fin. Et à chaque fois, toutes les familles, sans exception, sont durement atteintes soit par la séparation ou les pertes, soit par les mitraillages, pilonnages et tirs de barrages effectués par les troupes vietnamiennes d'agression contre les villages, les routes ou les forêts. Même les vieillards, les enfants et les femmes enceintes n'échappent pas à ces massacres. C'est là un cas qui doit ébranler la conscience humaine." (A/34/331)

Cet appel a été entendu par la communauté internationale. En particulier, S.E.M. Kurt Waldheim, Secrétaire Général de l'ONU, dans sa conférence de presse du 19 Octobre dernier, a déclaré en des termes très pathétiques ce qui suit:

"J'ai souhaité cette occasion de vous rencontrer en raison de la tragédie nationale qui se déroule actuellement sous les yeux de la communauté internationale. L'ampleur de cette tragédie n'a peut-être pas de parallèle dans l'histoire. Je fais bien entendu allusion au destin de la population du Kampuchea. D'après la plupart des témoignages, le pays dont nous parlons a perdu peut-être la moitié de sa population totale. La population du Kampuchea souffre de la misère et des privations dans des proportions massives." (SG/SM/2810-ICES/1439)

Exemples des crimes de génocide
vietnamiens au Kampuchea

Voici quelques exemples édifiants de ces crimes barbares:

a- Dans la province de Takeo, au district de Kirivong, au village de Phnom Den, situé à une vingtaine de kilomètres de la frontière avec le Viet Nam, les forces armées vietnamiennes d'invasion ont massacré le 30 Décembre 1978 près de 20 000 hommes, femmes, enfants et vieillards du Kampuchea Krom qui ont fui l'oppression au Sud-Viet Nam en 1977-78 pour venir se réfugier au Kampuchea.

b- A Phnom Penh, en Janvier 1979, les autorités de Hanoi ont fait massacrer 2 000 malades et blessés qui n'ont pu être évacués des hôpitaux avant l'arrivée des troupes vietnamiennes d'agression.

/...

c- A Nimit, près de Sisophon, dans le Nord-Ouest du Kampuchea, le 27 Janvier 1979, les agresseurs vietnamiens ont capturé 52 jeunes filles d'une brigade de production agricole, les ont fait subir des viols collectifs et les ont ensuite massacrés.

d- Le 15 Février 1979, dans le district de Chhouk, dans la province de Kampot, et le 18 Février 1979 dans le district de Tram Kâk dans la province de Takeo, les agresseurs vietnamiens ont réuni une centaine d'habitants, y compris les enfants en bas âge et les femmes enceintes, les ont aspérgés d'essence et les ont brûlés vifs.

e- A la coopérative de Leay Bo (province de Takeo), le 19 Mars 1979, les agresseurs vietnamiens ont ligoté des dizaines de personnes, les ont suspendus aux arbres et ont saigné les corps des victimes qui ont souffert une longue et affreuse agonie avant de mourir.

f- Courant Mars-Avril 1979, les forces armées vietnamiennes d'agression ont massacré des dizaines de milliers de membres des coopératives de la province de Kampot qui leur ont opposé une vive résistance. Elles ont rejeté dans la mer plusieurs centaines de victimes, après leur exécution par les armes.

g- Dans la province de Takeo et notamment dans la coopérative Leay Bo, au début du mois d'Avril dernier, les hordes vietnamiennes se sont emparées des bébés des patriotes khmers qui refusaient de devenir leurs esclaves, et ils les ont jetés en l'air avant de les transpercer avec leurs baïonnettes.

h- Les agresseurs vietnamiens utilisent les épandages de produits chimiques toxiques sur une grande échelle. Le produit utilisé reste fixé sur les feuilles des arbres sous formes de gouttelettes. Les personnes qui reçoivent ces gouttelettes sont prises de vertige, s'effondrent, vomissent du sang, agonisent et meurent dans les 24 heures. Ces produits chimiques toxiques ont tué 8 personnes à Phnom Reachtorng, au Nord de Kirirom, province de Kampong Speu, les 25 et 26 Juillet ainsi que les 28 et 29 Août derniers, tué 6 personnes à Andaung Toek et Thmar Baing dans la province de Koh Kong, les 5 et 6 Septembre dernier, tué 15 personnes dans la région Ouest de Battambang, les 1er, 3 et 4 Octobre dernier.

i- Le 5 Octobre 1979, à Bavel (province de Battambang), le long de la rivière Mongkulborei, un groupe de 30 soldats vietnamiens ont encerclé et massacré près de 100 personnes, comprenant essentiellement des vieillards, des femmes

et des enfants, en train de moissonner le riz sauvage. Ces personnes habitaient la zone sous contrôle provisoire des agresseurs vietnamiens et comme toutes leurs terres, rizières et cultures ont été pillées et détruites par ces agresseurs, étaient en quête de nourriture pour ne pas mourir de faim.

j- En Septembre 1979, les agresseurs vietnamiens ont tué 33 personnes sans défense dont 8 enfants, dans le district de Koh Chbar, province de Kampong Cham. Ils ont pillé et détruit 600 hectares de riz, de maïs et de manioc, ainsi que 1 500 hectares de rizières récemment repiquées. Ils ont rasé 50 maisons, 12 écoles et 6 hôpitaux.

Dans le district de Rovieng, province de Preah Vihear, les agresseurs vietnamiens ont détruit 110 hectares de paddy et 100 autres hectares de rizières récemment repiquées. Ils ont pillé 100 têtes de bétails et 60 porcs, incendié 15 maisons, 3 écoles et 2 hôpitaux, massacré 13 personnes.

III. CRIMES COMMIS PAR LES AUTORITES DE HANOI CONTRE LES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS DU PEUPLE DU KAMPUCHEA

Il va sans dire que tous les droits du peuple du Kampuchea, économiques, sociaux, culturels et politiques, ont été non seulement violés mais détruits par l'agression armée vietnamienne. A l'heure où se pose le problème de la survie de la nation du Kampuchea, il est vain de parler de la réalité de ces droits au Kampuchea.

Rappelons cependant que le criminel dessein des autorités de Hanoi est de "tout détruire" au Kampuchea.

De 1975 à la fin de 1978, le Kampuchea, cette vieille et glorieuse terre d'Angkor aux multitudes trésors artistiques et culturels, riches en ressources naturelles et agricoles, a été transformé par la main habile du peuple du Kampuchea, en un pays verdoyant en toutes saisons, doté de barrages, de réservoirs d'eau, de canaux d'irrigation avec d'immenses étendues de rizières. Tous les visiteurs étrangers en témoignent:

1- Le "Far Eastern Economic Review", dans son "Asia 1979 Year Book" écrit:

"... Un groupe de diplomates japonais basés à Pékin et un économiste attaché à la mission ont visité le Cambodge en août. Le groupe a signalé qu'il n'avait pas eu l'impression que la population manquait de nourriture. Le ravitaillement semblait suffisant. Il y avait des légumes et des fruits en abondance, et l'élevage des porcs complétait le régime alimentaire ... L'économiste a constaté que la situation de l'agriculture était meilleure qu'avant la libération et que l'irrigation était comparativement beaucoup mieux organisée. La mission japonaise a conclu à la stabilité du régime Pol Pot...

Les réalisations que les Cambodgiens semblent avoir obtenues dans le domaine agricole, en particulier dans la culture du riz, peuvent s'expliquer par la construction selon des méthodes rudimentaires mais hautement productives de barrages d'irrigation, par l'amélioration des digues pour retenir les eaux de façon plus efficace et par la construction de réservoirs...

La réalisation de ces projets hydrauliques a étendu l'irrigation à un tiers des terres agricoles du pays. La mission japonaise a révélé que dans certains secteurs il y avait deux moissons de riz par an. Les Yougoslaves indiquent que certains des nouveaux lacs artificiels ont une capacité d'environ 200 millions de m³..."

2- Un groupe de journalistes yougoslaves a visité le Kampuchea en avril 1978 et a écrit dans l'hebdomadaire américain "Seven Days" du 19 mai 1978 : "Nous n'avons pas eu l'impression que les campagnes du Kampuchea souffraient d'une quelconque pénurie alimentaire; sans aucun doute, le riz est abondant sur cette terre riche en eau et en canaux, et le poisson abonde également; en raison du climat, tout ce qui est planté fructifie, il y a donc également abondance de légumes..."

3- Richard Dudman, correspondant en chef à Washington du Saint Louis Dispatch, a visité le Kampuchea démocratique en décembre 1978, juste une semaine avant l'agression vietnamienne et a écrit :

"Au cours de la période d'un peu plus de trois années qui vient de s'écouler, l'une des plus importantes réalisations du Cambodge a été le programme de logement, qui consistait à améliorer en masse et d'un seul coup les habitations familiales individuelles dont les normes n'avaient pas changé depuis des siècles ... Avant l'invasion vietnamienne, des milliers de maisons individuelles en bois de divers styles, simples mais attrayantes étaient en cours de construction dans l'ensemble du pays pour remplacer les vieilles huttes au toit de paille..."

Par contre, je n'ai rien vu qui puisse indiquer l'existence d'un état de famine. Les centaines de Cambodgiens du peuple que j'ai observés m'ont paru recevoir une alimentation simple sans doute mais suffisante...

En ce qui concerne le problème de la viabilité économique, ce pays à l'agriculture très riche apparaissait une fois de plus florissant et potentiellement prospère - au moins jusqu'à l'arrivée des envahisseurs vietnamiens."

Depuis le 25 décembre 1978, où les autorités de Hanoï lancèrent 120 000 soldats appuyés par plusieurs centaines de tanks, de pièces d'artillerie lourde, de nombreux avions et navires de guerre l'agresser et le mettre à feu et à sang, le Kampuchea est devenu un pays de désolation, aride où rien ne pousse même en pleine saison des pluies.

/...

Des villes entières, des centres administratifs, des milliers de coopératives agricoles, des écoles, des instituts de formation technique et scientifique, des usines et hôpitaux, des barrages et réservoirs d'eau, des milliers de kilomètres de canaux d'irrigation ont été systématiquement rasés et détruits par les agresseurs vietnamiens. Ces agresseurs, pour faire mourir de faim notre peuple et briser ainsi sa résistance, l'ont empêché de se livrer aux travaux agricoles, ont détruit plus d'un million d'hectares de nos rizières et champs, tous les instruments agricoles, plus d'un million de nos animaux de labour, boeufs et buffles de notre cheptel.

A propos de ces crimes de destruction, de pillages commis au Kampuchea par les agresseurs vietnamiens, la journaliste Elizabeth Becker a écrit dans The Washington Post du 25 septembre 1979 ce qui suit :

'Les réfugiés ont formulé des critiques acerbes. 'Les Vietnamiens ont pris le riz, les pneus, l'outillage des usines, les vêtements, les meubles, les pièces détachées d'automobiles, tout ce qui avait de la valeur', a déclaré Han Tao, réfugié cambodgien de la province orientale de Kampong Cham. Han Tao a déclaré qu'il avait vu les Vietnamiens emporter ces marchandises dans des camions le long de la route 7 en direction du Viet Nam.

'Il semble que la tactique des Vietnamiens consistait à faire croire que la population avait pillé tout ce qu'il y avait dans les entrepôts. Dans la ville de Kampong Cham, ils nous ont laissé prendre certains objets dans l'entrepôt et nous ont filmés avec leurs caméras. Ensuite, ils ont rangé leurs caméras et se sont emparé eux-mêmes de tout ce qui avait vraiment de la valeur', a poursuivi Han Tao. 'Les bateaux, les voitures, tout cela est parti pour le Viet Nam'.

Le témoignage d'Han Tao a été confirmé par d'autres réfugiés du camp de Surin, en Thaïlande, où ils se trouvaient, et par des réfugiés se trouvant beaucoup plus au sud, près du golfe de Thaïlande, dans un camp près de Trat. 'J'ai vu moi-même les Vietnamiens s'emparer des lits, des pneus, de tout', a déclaré Wu Shu Swang, réfugié cambodgien de la rive orientale du Mékong.

'Les Vietnamiens ont tout emporté dans des camions. Ils ont emmené le riz et rapporté du blé', a-t-il déclaré. 'Ils utilisaient le blé comme monnaie d'échange pour acheter des marchandises sur le marché'.

Cela est partiellement confirmé par des témoignages provenant du Viet Nam même. Une personnalité étrangère qui s'est rendue récemment au Cambodge m'a déclaré qu'une flottille de Mercedes blanches avait été emmenée au Viet Nam et réexpédiée précipitamment à Phnom Penh depuis Ho Chi Ming ville (auparavant Saïgon) pour promener les visiteurs à l'occasion d'un procès public au cours duquel Pol Pot était jugé par contumace.

'Il y a eu des scènes de pillages, comme c'est toujours le cas avec une armée d'occupation', a déclaré ce témoin. 'Mais avec l'arrivée à Phnom Penh d'un si grand nombre d'étrangers, les Vietnamiens ont été obligés de renvoyer les voitures au Cambodge à titre de "prêts"'.

/...

On peut trouver des preuves convaincantes du pillage dans les magasins d'antiquités de Ho Chi Minh ville et d'Hanoi. Le vol et l'exportation des trésors d'art cambodgien doit être très répandu à en juger par ce qu'on trouve dans les magasins vietnamiens. On y voyait des statues ordinaires de bouddhas en bois, des pierres sculptées sans prix, des objets en cuivre, des figures de danseuses apsara et des bustes dont on affirmait qu'ils remontaient à l'époque de Angkor."

IV. IMPLANTATION DE COLONIES DE PEUPEMENT VIETNAMIEN AU KAMPUCHEA

Le Président du Présidium de l'Etat du Kampuchea Démocratique, dans son message du 23 Juin 1979, a attiré l'attention du Secrétaire Général de l'ONU sur le problème des nationaux vietnamiens que les autorités de Hanoi font transporter de leur pays pour les implanter en territoire du Kampuchea à la place des populations du Kampuchea qui ont été préalablement anéanties.

M. Khieu Samphân a écrit:

"En procédant ainsi, les autorités de Hanoi visent à mener à bien leur politique consistant à installer sur tout le territoire du Kampuchea rien que des Vietnamiens.

"Le peuple du Kampuchea est donc menacé par un danger mortel, représenté par les autorités de Hanoi, qui pratiquent une politique d'extermination systématique à l'encontre de la race du Kampuchea et qui entreprennent de faire disparaître le Kampuchea de la carte du monde.

"Les autorités de Hanoi n'ont pas craint de déporter en pleine mer des centaines de milliers de leurs compatriotes et cela au vu et au su du monde entier. Pourquoi se gêneraient-elles alors de soumettre le peuple du Kampuchea au génocide ni de faire disparaître la race du Kampuchea à l'insu de l'opinion mondiale?

"C'est ainsi que vers la fin du mois de Mai 1979, les autorités de Hanoi ont fait installer près de 200 000 nationaux vietnamiens en territoire du Kampuchea, qu'elles répartissent dans les provinces du littoral et dans celles de l'Est. Et actuellement, en même temps qu'elles continuent le génocide à l'encontre du peuple du Kampuchea, le forçant à s'expatrier,

/...

les autorités de Hanoi sont en train d'introduire et d'implanter systématiquement les nationaux vietnamiens en territoire du Kampuchea.

"C'est donc un autre aspect de la politique d'exportation des réfugiés des autorités de Hanoi que l'opinion mondiale ignore encore. Mais cette politique est encore plus barbare et elle bouleverse encore davantage la conscience humaine que celle pratiquée à l'égard des autres réfugiés. Car c'est un acte d'agression des plus cruels et des plus sauvages dont les troupes vietnamiennes d'agression constituent le fer de lance, incendiant tout, détruisant tout, soumettant le peuple du Kampuchea à un véritable génocide et implantant les nationaux vietnamiens en territoire du Kampuchea. Il s'agit d'un fait sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Les autorités de Hanoi sont en train d'avaloir le Kampuchea et faire disparaître la race du Kampuchea en soumettant le peuple du Kampuchea à un véritable génocide à l'insu du monde entier. C'est là un phénomène qui est non seulement dramatique, mais qui heurte également la conscience de l'humanité tout entière." (A/34/331)

Depuis lors, les autorités de Hanoi ont intensifié cette implantation des colons vietnamiens dont le nombre s'élève à plus de 250 000. Pour piller les ressources piscicoles et halieutiques du Kampuchea, ces autorités ont implanté plus de 20 000 colons dans la région des Grands Lacs.

V. CRIMES DES AUTORITES DE HANOI CONTRE LA CIVILISATION DU KAMPUCHEA

Aujourd'hui, le Kampuchea tout entier est devenu un lieu de pillage des hordes vietnamiennes qui ont dévasté entre autres toutes les richesses artistiques et culturelles du Kampuchea, tout ce qui constitue les témoignages les plus précieux de la civilisation bi-millénaire de notre peuple. Les Vietnamiens ont transporté au Viet Nam tout ce qu'ils y ont trouvé: objets d'arts en or ou en argent, pierres précieuses, pièces rares de nos musées, de la Pagode d'Argent, du Palais Royal, chefs d'oeuvres sculptés, bas-reliefs des monuments d'Angkor, hauts-lieux de la civilisation khmère et patrimoine culturel et artistique de l'humanité tout entière. Les autorités de Hanoi les ont dissimulés dans des cercueils pour les transporter au Vietnam.

En ce qui concerne en particulier les monuments d'Angkor, notre peuple et notre gouvernement leur ont accordé un soin attentif durant les 5 années de la première guerre de libération nationale (1970-75) comme depuis la libération.

/...

Les Chefs d'Etat, de gouvernement et les nombreux invités qui ont visité le Kampuchea après 1975 ont pu se rendre compte du bon état de conservation de ces monuments qui sont maintenant mis à sac par les agresseurs vietnamiens depuis leur invasion au Kampuchea en décembre 1978.

La journaliste Elizabeth Becker du Washington Post a écrit encore le 25 septembre 1979 ce qui suit :

"Les boutiques d'antiquités de Ho Chi Minh ville et de Hanoi fournissent des preuves évidentes de pillage. Le vol et l'exportation des trésors artistiques cambodgiens doivent être monnaie courante si l'on en juge par ce que l'on trouve dans les boutiques vietnamiennes. On y découvre en effet des bouddhas en bois ordinaires, des sculptures sur pierre sans prix, des objets en cuivre, des apsaras dansantes et ce que l'on a décrit comme des bustes de l'époque Angkor.

Une pièce était montée sur un bloc de bois sombre, de type utilisé par les musées.

Trop de questions posées aux antiquaires sur ces pièces et leur origine attirent la surveillance de la police et, comme je persistais, mon guide a brusquement interrompu la tournée des boutiques, qui devait durer une journée.

'L'art cambodgien a fait son apparition à Ho Chi Ming ville en février, mars', déclare un résident étranger. 'Il n'est arrivé que récemment à Hanoi. Le bouddha en bois que j'ai acheté était encore couvert de cambouis qui provenait certainement d'un camion militaire'."

De même, le journal Le Monde du 21 août 1979 a écrit à ce propos ce qui suit :

"Les touristes et diplomates qui avaient visité les temples (Angkor) l'an dernier les avaient trouvés intacts."

VI. CRIMES COMMIS CONTRE LES PEUPLES LAO ET VIETNAMIEN

Les autorités de Hanoi ont soumis les peuples lao et vietnamien à la dure oppression et répression. Cette politique vise à éliminer toute opposition de la part des patriotes lao qui refusent de voir leur pays se transformer en une colonie de peuplement vietnamien. Plusieurs centaines de milliers Lao ont dû quitter leur pays pour venir se réfugier à l'étranger en particulier en Thaïlande.

Quant aux Vietnamiens eux-mêmes, le monde entier est témoin du sort tragique de plus d'un million de "boat people", victimes de cette politique inhumaine des autorités de Hanoi. Selon les sources informées, plus de 200 000 Vietnamiens ont péri en mer depuis 1975 (Washington Post, 3/8/1979). Les autorités de Hanoi ont profité de cette situation pour extorquer de l'or des infortunés réfugiés. Le montant de ces extorsions

/...

s'élève, selon les estimations, à 3 000 millions dollars des Etats-Unis cette année. Pour le mois d'Avril écoulé, les autorités vietnamiennes ont obtenu 240 millions dollars des Etats-Unis des réfugiés. Selon les témoignages recueillis, chaque réfugié devait payer aux autorités vietnamiennes entre 1 000 à 4 000 dollars des Etats-Unis. Cette politique de répression et d'oppression vise enfin les dirigeants vietnamiens eux-mêmes qui refusent de la soutenir. Citons le cas bien connu de M. Hoang Van Hoan, Vice-Président du Comité permanent de l'Assemblée nationale du Vietnam, membre fondateur du Parti Communiste vietnamien, membre du Bureau politique jusqu'en 1976. Aujourd'hui, il a quitté son pays, ne pouvant supporter la dictature fasciste de la clique Le Duan. Dans une déclaration à ses compatriotes, il a dit:

"A cause de la persécution des révolutionnaires à laquelle se livre la dictature de la clique Le Duan, je ne peux plus servir le peuple au Viet Nam et j'ai dû quitter mon pays avec amertume et tristesse.

Sous la direction de la clique Le Duan, le Viet Nam aujourd'hui n'est plus un pays indépendant et souverain; il est économiquement, politiquement, militairement et diplomatiquement le vassal d'une puissance étrangère.

La clique Le Duan a fait retomber notre peuple en esclavage et lui impose une vie d'une dureté sans précédent, le privant de toute liberté démocratique - une vie d'humiliation et d'oppression.

La clique Le Duan n'est en aucune façon socialiste, bien qu'elle se réclame du socialisme.

Hoang Van Hoan a sévèrement critiqué ce qu'il a appelé la mobilisation du Viet Nam pour 'une guerre contre la Chine', 'l'invasion' du Cambodge et 'le contrôle' du Laos. Il a déclaré que le Viet Nam avait envoyé au Cambodge plus de 100 000 soldats ainsi que des cadres et 'du personnel supplémentaire'." (Washington Post, 10 août 1979).

Enfin dans une lettre ouverte à la République socialiste du Viet Nam, lettre publiée par New York Times et Washington Post du 30 mai 1979, de nombreuses personnalités américaines ont déclaré ce qui suit :

"Des milliers de Vietnamiens innocents, dont pour la plupart, les seuls 'crimes' sont des délits d'opinion, sont arrêtés, détenus et torturés dans des prisons et des camps de rééducation. Au lieu d'apporter l'espoir et la réconciliation dans un Viet Nam déchiré par la guerre, votre gouvernement a plongé la société vietnamienne dans un cauchemar douloureux qui relègue au second plan les progrès importants qu'elle a réalisés dans de nombreux domaines.

Votre gouvernement a déclaré en février 1977 que 50 000 personnes environ étaient alors incarcérées. Des journalistes, des observateurs indépendants et des réfugiés estiment que le nombre de prisonniers politiques est actuellement compris entre 150 000 et 200 000.

Quel que soit le chiffre exact, les faits révèlent une situation tragique. Des rapports dont l'authenticité a été vérifiée ont paru dans la presse du monde entier, depuis Le Monde et L'Observer jusqu'au Washington Post et Newsweek. Nous avons entendu les récits horribles de Vietnamiens, de travailleurs et de paysans, de soeurs catholiques et de prêtres bouddhistes, des 'boat people', des artistes et des spécialistes et de ceux qui luttent aux côtés du Front de libération nationale.

Les prisons sont remplies de plusieurs milliers de 'détenus'.
Des personnes disparaissent et ne reviennent jamais.
Des personnes sont envoyées dans des centres de rééducation, reçoivent pour toute nourriture du mauvais riz qui les conduit au bord de la famine, sont forcées de rester accroupies, les chevilles liées aux poignets, et étouffent dans des boîtes 'connexes'.
Certaines personnes sont utilisées comme détecteurs de mines, dégagant des champs de mines avec leurs mains et leurs pieds.
La vie est un enfer pour beaucoup et ils appellent la mort de leurs prières.

Beaucoup de victimes sont des hommes, des femmes, des enfants qui soutiennent les causes de la réunification et de l'autodétermination et qui ont lutté pour ces causes; des personnes qui, en tant que pacifistes ou membres de groupes religieux, ou pour des raisons morales et philosophiques, se sont opposées à la politique autoritaire de Thieu et Ky; des artistes, des intellectuels dont la défense de la créativité est inacceptable pour la politique totalitaire de votre gouvernement. Les demandes d'Amnesty International et d'autres organisations, qui exigent une enquête impartiale sur les conditions de détention, sont restées sans réponse. Les personnes qui cherchent des renseignements sur le sort de leurs maris, de leurs femmes, de leurs filles ou de leurs fils ne reçoivent pas de réponse.

C'est un engagement total aux principes fondamentaux de la dignité humaine, de la liberté et de l'autodétermination qui a conduit tant d'Américains à s'opposer au Gouvernement du Sud Viet Nam et à la participation de notre pays à la guerre. C'est ce même engagement qui nous pousse à prendre la parole pour dénoncer votre mépris des droits de l'homme. Comme dans les années 60, nous élevons la voix pour que votre peuple puisse vivre.

Nous vous lançons un appel pour que vous mettiez fin à l'emprisonnement et à la torture, pour que vous autorisiez une équipe internationale d'observateurs neutres à inspecter vos prisons et vos centres de rééducation.

Nous vous demandons d'observer les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques que votre pays, en tant que Membre de l'Organisation des Nations Unies, s'est engagé à respecter.

Nous vous demandons de réaffirmer votre engagement envers les principes fondamentaux de la liberté et de la dignité humaine... et d'instaurer une paix réelle au Viet Nam."

VII. CRIMES CONTRE LA PAIX ET LA SECURITE INTERNATIONALES

La politique d'hégémonie vietnamienne au Kampuchea, au Laos et en Asie du Sud-Est constitue une grande menace pour la paix et la sécurité mondiales, en particulier celles de l'Asie du Sud-Est.

En Juillet 1977, à travers le "traité d'amitié et de coopération" entre Vientiane et Hanoi, le Laos a été annexé par le Viet Nam qui le transforme en une nouvelle colonie de peuplement vietnamien: 60.000 soldats vietnamiens stationnent au Laos, y mènent une politique de répression et d'oppression contre le peuple patriote lao. Avec cette "annexion" du Laos, le Viet Nam a fait reculer ses frontières à la Thaïlande dont la paix et la sécurité se trouvent directement menacées. Plusieurs centaines de milliers de Vietnamiens sont implantés au Laos et prennent en main la destinée de ce pays à la place du peuple lao.

La guerre d'agression déclenchée contre le Kampuchea Démocratique en Décembre 1978, outre qu'elle a foulé aux pieds les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies, les principes du non-alignement, constitue une nouvelle menace réelle pour la paix et la sécurité internationales. Le Secrétaire Général de l'ONU, dans son rapport annuel (A/34/1) a souligné ce qui suit:

"Cette année-ci, l'Organisation des Nations Unies s'est intéressée tout particulièrement à la situation en Indochine qui, outre qu'elle soulève des questions fondamentales pour ce qui est des principes de la Charte, pose de vastes et tragiques problèmes d'ordre humanitaire."

Il a poursuivi: "La longue et cruelle guerre d'Indochine a fait place à une situation qui non seulement met en danger la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est, mais qui pourrait bien aussi menacer la paix mondiale."

Il a conclu: "En pareille conjoncture, comme dans d'autres situations récentes, il est impératif d'orienter tous les efforts vers la recherche d'un règlement conforme aux principes de la Charte des Nations Unies, en particulier le respect de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de tous les Etats, la non-ingérence dans les affaires intérieures et le non-recours à la force."

Les 5 pays de l'ANASE en proposant à l'Assemblée Générale de l'ONU l'examen du point 123 sur "la situation au Kampuchea" ont de leur côté souligné les risques d'un conflit généralisé en Asie du Sud-Est.

Rappelons aussi que le Conseil de Sécurité a, à deux reprises, le 15 Janvier et le 16 Mars 1979, voté par 13 voix contre 2 dont celle d'un membre permanent, les projets de résolutions présentés respectivement par les membres non-alignés du Conseil et par les 5 pays de l'ANASE, demandant la cessation de la guerre d'agression vietnamienne au Kampuchea et le retrait total des troupes étrangères hors du Kampuchea pour laisser le peuple du Kampuchea décider de sa propre destinée sans ingérence étrangère.

Face à cette condamnation universelle de leur politique, les autorités de Hanoi ont recours à des manoeuvres fallacieuses, aux campagnes de dénigrement et de calomnies contre le peuple du Kampuchea et son gouvernement, aux menaces et aux chantages contre tous les peuples et pays épris de paix, de justice et d'indépendance dans le monde.

VIII. MANOEUVRES ARROGANTES ET PERFIDES
DES AUTORITES DE HANOI POUR CAMOUFLER
LEURS CRIMES DE GENOCIDE CONTRE LE
PEUPLE DU KAMPUCHEA ET LEURS CRIMES
CONTRE L'HUMANITE

Personne ne discute plus de la réalité de l'expansionnisme régional des autorités de Hanoi. Mais ce qui est moins connu pour certaines gens de bonne foi, ce sont les mensonges, les calomnies, les perfidies et les sophismes que les autorités de Hanoi ont érigés en principes sur lesquels elles fondent leurs relations internationales, et notamment dans le but de camoufler leurs activités criminelles d'annexer le Kampuchea et d'exterminer le peuple du Kampuchea, pour étendre ensuite leur expansion dans toute l'Asie du Sud-Est.

C'est ainsi qu'elles n'ont pas eu honte de mentir devant le Conseil de Sécurité en Janvier 1979 en prétendant qu'il n'y avait pas de troupes vietnamiennes au Kampuchea. Puis, pris en flagrant délit d'agression avec plus de 120 000 soldats au Kampuchea, elles s'empressèrent alors d'invoquer le soi-disant "traité d'amitié et de coopération" signé deux mois après leur agression avec le régime fantoche installé 3 semaines après leur invasion, qui n'a aucune racine au Kampuchea et n'est que l'ombre de l'armée vietnamienne d'occupation. En effet, toutes les décisions sont prises et toutes

les affaires sont administrées à partir de Saigon, sous la direction personnelle de 2 membres du Bureau Politique du Parti Communiste vietnamien, les dénommés Le Duc Tho et Pham Hung. A Phnom Penh même, l'administration fantoche est placée sous le contrôle direct d'un triumvirat vietnamien. Par ailleurs, les fantoches de Phnom Penh n'ont aucune armée, si ce n'est quelques centaines de soldats incorporés de force dans l'armée vietnamienne et étroitement encadrés par des officiers vietnamiens.

Toujours dans le but de cacher leurs abominables crimes de génocide contre le peuple du Kampuchea, les autorités de Hanoi n'ont pas hésité à tromper avec impudence l'opinion mondiale en mettant en scène un soi-disant "tribunal révolutionnaire populaire" que l'AFP du 17 Août 1979 a décrit comme étant "un meeting très bien organisé... où les témoins avaient soigneusement répété leur texte avant de les déposer". Le journal Le Monde du 10 Août 1979, a écrit que les observateurs occidentaux ont noté que l'occupant vietnamien, en instituant ce procès, entendait en "tirer les bénéfices politiques et moraux de cette opération où il était à la fois juge et parti". Par cette mise en scène, l'occupant vietnamien tente également de "justifier la présence au Cambodge et au Laos de quelques 250 000 militaires vietnamiens". Enfin, l'éditorial du journal Le Monde du 21 Août 1979 souligne que "les pirouettes juridico-politiques prennent un aspect plus sinistre que divertissant au moment où des millions de Cambodgiens sont menacés de mourir de faim dans les mois qui viennent et où la race khmère risque, comme jadis celle des Chams qui occupaient une partie du Vietnam, de disparaître de la surface du globe."

Les autorités de Hanoi ont fait tuer par leur 5ème colonne une dizaine de milliers de patriotes Kampuchéens de 1975 à 1978, et en 10 mois d'agression, elles ont déjà massacré plus de 500 000 Kampuchéens et ont fait mourir de faim plus de 500 000 autres. Avec une perfidie monstrueuse, elles osent accuser le gouvernement du Kampuchea Démocratique d'en être responsable. Cette propagande de calomnie ne vise qu'à camoufler les crimes de génocide abominables des autorités de Hanoi qui visent à exterminer la nation et le peuple du Kampuchea.

En effet, le gouvernement du Kampuchea Démocratique, constitué par le peuple du Kampuchea qu'il a conduit à la victoire après 5 années de guerre de libération nationale, est trop conscient des profondes aspirations de son peuple, des visées annexionnistes des autorités de Hanoi et de l'ampleur de la dévastation du Kampuchea d'après-guerre, pour entreprendre quoi que ce soit qui puisse porter atteinte à sa politique

constante d'union nationale et de mobilisation de toutes les ressources nationales, matérielles et humaines, de toutes les forces nationales intellectuelles, physiques et morales en vue de renforcer la défense de la nation, reconstruire rapidement le pays et améliorer les conditions de vie de la population qui a tant souffert de la guerre.

Il est évident qu'un gouvernement qui aurait maltraité à ce point son propre peuple, n'aurait pas pu en 3 ans seulement, de 1975 à 1978, résoudre fondamentalement les problèmes de nourriture, de logement, de vêtements et de médicaments pour tout le peuple. Il n'aurait pas pu éradiquer fondamentalement le paludisme. Il n'aurait pas pu améliorer si rapidement les conditions de vie de son peuple.

Il est évident qu'un gouvernement qui aurait maltraité à ce point son propre peuple, n'aurait pas eu un soutien aussi fort et aussi résolu de ce peuple qui accepte actuellement de consentir tant de sacrifices dans sa difficile guerre de résistance nationale contre l'invasion vietnamienne au point d'enliser plus de 200 000 soldats vietnamiens au Kampuchea.

Les autorités de Hanoi qui s'empêchent dans leurs perfides et sordides manœuvres et mensonges cherchent en fait désespérément à cacher leurs crimes de génocide contre le peuple du Kampuchea, leurs crimes contre leur propre peuple.

Au cours de ces 4 dernières années, les autorités de Hanoi ont utilisé plus d'un milliard de dollars d'aides humanitaires internationales non pas pour améliorer les conditions de vie du peuple vietnamien mais pour servir leur politique d'agression et d'expansion dans le Sud-Est asiatique. C'est pourquoi les conditions de vie du peuple vietnamien sont pires actuellement que celles d'avant la libération. Dans le Washington Post du 26 Septembre 1979, Elizabeth Becker écrit de Hanoi:

"Rien ne frappe plus le nouvel arrivant au Viet Nam du Nord et à Hanoi qu'une misère écrasante. La maigreur des Vietnamiens, leurs vêtements en loques, les bâtiments en ruines, la pénurie de tous les produits depuis la viande jusqu'aux médicaments ne correspondent pas à ce qu'on attend dans la capitale d'une puissance militaire légendaire et du troisième pays communiste par ordre d'importance.

Cette pauvreté est très souvent nouvelle. 'Je sais que c'est difficile à expliquer au début. Je ne comprenais pas' déclara un Occidental résidant à Hanoi. 'Mais il suffit de voir ce qui se passe au Tet (la nouvelle année lunaire asiatique). Chaque année, le repas est de plus en plus maigre. En 1976, le Tet était extraordinaire : viande, poisson, gâteaux, tout ce que vous vouliez.

L'année dernière, il n'y avait rien. Certaines personnes n'avaient même pas de riz.' ... 'La récolte de riz en 1978 a été la meilleure dans toute l'histoire du Viet Nam (13 millions de tonnes); elle ne suffit pas à compenser la pénurie alimentaire de cette année, qui est considérée comme la pire que le Viet Nam ait connue, d'après Le Vinh, directeur adjoint de l'Institut économique de la Commission pour les sciences sociales du Viet Nam.' 'Vous pourriez penser que nous pourrions nourrir notre peuple cette année parce que nous avons produit ce dont nous avons besoin : 12,5 millions de tonnes. Mais nous ne pouvons pas nourrir le peuple car nous devons réserver notre riz pour d'autres usages'. Ces autres usages, a-t-il déclaré, ont consisté à élever le bétail et à alimenter l'armée vietnamienne stationnée au Laos, au Cambodge et le long de la frontière du nord. 'Maintenant nous devons réserver davantage de nourriture à dépenser davantage pour l'armée. Une part de plus en plus grande de nos devises étrangères est réservée à l'armée' déclare Le Vinh. 'L'armée prend les camions dont nous avons besoin pour les transports et la main-d'oeuvre dont nous avons besoin pour reconstruire l'agriculture et tous les secteurs de l'économie'.

C'est cette politique criminelle d'agression et d'expansion régionale des autorités de Hanoi qui constitue la cause profonde des misères et souffrances du peuple vietnamien, de plus d'un million de "boat people", du génocide du peuple du Kampuchea, des souffrances du peuple lao et des menaces à la paix, à la sécurité et à la stabilité de toute l'Asie du Sud-Est.

IX. SEUL LE RETRAIT TOTAL DES TROUPES
VIETNAMIENNES HORS DU KAMPUCHEA
PEUT METTRE UN TERME AUX CRIMES
DES AUTORITES DE HANOI AU KAMPUCHEA

Animées par leur volonté expansionniste jusqu'au-bou-
tiste, les autorités de Hanoi poursuivent leurs crimes au mé-
pris de la condamnation mondiale. Au cours de ces derniers
mois, elles ont envoyé au Kampuchea plusieurs divisions supplé-
mentaires et de très importantes quantités de matériel militai-
re moderne, pour intensifier leurs crimes de génocide au Kampu-
chea et leurs crimes contre l'humanité. La situation en Asie
du Sud-Est ne cesse de s'aggraver. La paix, la sécurité et la
stabilité de la région sont de plus en plus sérieusement menacées.
A tout moment, les flammes de la guerre d'agression et
d'expansion des autorités de Hanoi risquent d'embraser l'Asie
du Sud-Est. L'indépendance et l'intégrité territoriale de
tous les pays de la région sont directement menacées.

Face à l'escalade de ces crimes des autorités de Hanoi,
il importe à l'ONU et à tous les pays épris de paix, de justice
et d'indépendance et attachés aux principes sacrés de la Charte
de prendre des mesures nécessaires pour y mettre un terme,

pour que le peuple du Kampuchea puisse vivre en paix et en sécurité à l'intérieur de ses frontières, dans l'honneur et la dignité nationale, dans un Kampuchea indépendant, uni, pacifique, neutre et non-aligné, et pour que la paix, la sécurité et la stabilité en Asie du Sud-Est puissent être rétablies. Pour cela, il est indispensable et urgent que la République Socialiste du Viet Nam cesse son agression contre le Kampuchea et retire immédiatement et inconditionnellement toutes ses forces armées d'occupation et toutes ses colonies de peuplement hors du Kampuchea, dans le strict respect de la Charte des Nations Unies. Il est en un mot indispensable et urgent que la République Socialiste du Viet Nam respecte l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Kampuchea Démocratique et le droit du peuple du Kampuchea de décider lui-même de sa propre destinée, sans aucune ingérence étrangère. Le problème intérieur du Kampuchea sera résolu suivant le programme politique du Front de Grande Union Nationale Patriotique et Démocratique du Kampuchea c'est-à-dire que le régime social et politique du Kampuchea sera décidé par le peuple du Kampuchea lui-même à travers les élections générales libres au scrutin direct et secret, élections qui seront supervisées par le Secrétaire Général de l'ONU.
